

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 85 — 176

21 JANVIER 1985

Loi relative à la représentation spécifique des classes moyennes dans certains organes consultatifs (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Dans tout organe consultatif, qui se prononce sur des problèmes économiques ou sociaux intéressant les classes moyennes, un ou plusieurs délégués représentant le secteur industriel ou commercial, les professions prestataires de service ou les employeurs, sont choisis sur des listes doubles, présentées par les organisations représentatives des classes moyennes.

Art. 2. Sauf dispositions légales contraires, sont considérées comme organisations représentatives des classes moyennes pour l'application de la présente loi, les fédérations qui répondent aux conditions d'agrément prévues par les articles 6 et 7 des lois relatives à l'organisation des classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, et par les arrêtés pris en exécution de ces dispositions.

Art. 3. Le Roi adapte aux dispositions de la présente loi, les lois et les arrêtés organisant les organes consultatifs visés à l'article 1er.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 janvier 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,

F. GROOTJANS

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

E. KNOOPS

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

F. 85 — 177

18 DECEMBRE 1984. — Arrêté royal reconnaissant l'appellation d'origine « Beurre d'Ardenne » et fixant les conditions que doit réunir ce produit pour être fabriqué, offert en vente ou vendu sous cette appellation

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce, notamment les articles 14 et 15;

(1) *Session 1984-1985*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 960/F. — Rapport n° 960/2.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 19 novembre 1984. — Vote. Séance du 23 novembre 1984.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants n° 777/1. — Rapport n° 777/2.

Annales parlementaires. — Discussion générale et adoption des articles. Séance du 15 janvier 1985. — Vote. Séance du 17 janvier 1985.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 85 — 176

21 JANUARI 1985

Wet betreffende de specifieke vertegenwoordiging van de middenstand in adviesorganen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In elk adviesorgaan dat zich uitsprekt over economische of sociale problemen die de middenstand aanbelangen, worden één of meer afgevaardigden die de industrie- of handelssector, de dienstverlenende beroepen of de werkgevers vertegenwoordigen, gekozen uit dubbeltallen, voorgedragen door de representatieve organisaties van de middenstand.

Art. 2. Behoudens andersluidende wettelijke bepalingen worden, voor de toepassing van deze wet, als representatieve organisaties van de middenstand beschouwd, de federaties die voldoen aan de erkenningsvoorwaarden zoals bepaald bij de artikelen 6 en 7 van de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de middenstand en de ter uitvoering van die bepalingen genomen besluiten.

Art. 3. De Koning past de wetten en besluiten houdende inrichting van de in artikel 1 bedoelde adviesorganen aan de bepalingen van deze wet aan.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands Zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 januari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,

F. GROOTJANS

De Staatssecretaris voor Middenstand,

E. KNOOPS

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

J. GOL

N. 85 — 177

18 DECEMBER 1984. — Koninklijk besluit tot erkenning van de benaming van oorsprong « Ardense boter » en tot vaststelling van de voorwaarden waaraan dit produkt moet voldoen om onder deze benaming te worden vervaardigd, te koop aangeboden of verkocht

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken, inzonderheid op de artikelen 14 en 15;

(1) *Zitting 1984-1985*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire documenten. — Wetsontwerp nr. 960/1. — Verslag nr. 960/2.

Parlementaire Handelingen. Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 november 1984. — Stemming, Vergadering van 23 november 1984.

Senaat

Parlementaire documenten. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers nr. 777/1. — Verslag nr. 777/2.

Parlementaire Handelingen. — Algemene bespreking en aanneming van de artikelen. Vergadering van 15 januari 1985. — Stemming. Vergadering van 17 januari 1985.

Vu la publication au *Moniteur belge* du 16 octobre 1980 de l'avis du Ministre des Classes moyennes précisant la dénomination susceptible d'être considérée comme une appellation d'origine et invitant toute personne ou association intéressée à formuler ses observations dans le mois de cette publication;

Vu les avis émis respectivement, le 12 avril 1983, le 13 juin 1983 et le 18 juillet 1983, par les Chambres des métiers et négoce des provinces de Luxembourg, de Namur et de Liège;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La dénomination « Beurre d'Ardenne » doit être considérée comme une appellation d'origine.

Art. 2. Aucun chef d'entreprise ne peut fabriquer et offrir en vente du beurre, sous l'appellation « Beurre d'Ardenne », s'il n'est en possession de l'attestation d'origine, visée à l'article 16 de la loi du 14 juillet 1971, et si ce produit ne répond pas aux conditions fixées par le présent arrêté.

Aucun chef d'entreprise ne peut offrir en vente ou vendre du beurre, sous l'appellation « Beurre d'Ardenne », si ce produit n'a pas été fabriqué sous le couvert de l'attestation d'origine et s'il ne répond pas aux conditions prévues par le présent arrêté.

Art. 3. Le beurre doit avoir été maturé et butyré dans la province de Luxembourg ou dans un des cantons de Beauraing, Gedinne, Rochefort, Dinant, Hamoir, Stavelot, Malmédy, Saint-Vith, Louveigné ou Spa à partir de lait ou de crème provenant de la même région.

Art. 4. Ce doit être du beurre de laiterie pasteurisé, répondant aux normes de qualité prévues pour l'octroi de la marque de contrôle de l'Office national du lait et présentant les caractéristiques suivantes :

- PH inférieur à 5,50;
 - teneur en matière sèche non grasse inférieure à 1,7 %;
 - consistance à 13 °C, inférieure à 55 unités Van Doorn;
 - matière grasse butyrique ayant une composition en acides gras répondant au moins à 4 des 5 critères suivants :
- teneur en C 14 : max. 11 %
 teneur en C 12 : max. 3,5 %
 rapport en C 12/C 10 : max. 1,30
 teneur totale en acides insaturés : C 18-28 %
 rapport C 18 : A/C 16 : min. 0,9.

Art. 5. Le beurre doit être offert en vente par le producteur, soit en paquets de 500, 250 ou 125 gr, soit en plaquettes « micro ». Les emballages des paquets et les boîtes de groupement des plaquettes « micro » porteront un numéro d'ordre et reproduiront sur une face, le signe figurant à l'attestation d'origine.

Art. 6. § 1^{er}. L'attestation prévue à l'article 2, doit être demandée à l'organisme agréé par Nous, par lettre recommandée à la poste. Elle doit être conforme au modèle établi par Notre Ministre des Classes moyennes.

Elle est délivrée au demandeur, après vérification des conditions prévues au présent arrêté.

Si l'entreprise est une personne morale, l'attestation doit être délivrée à son nom.

§ 2. L'attestation d'origine n'est valable que pour un an.

Au terme de sa validité, elle est renouvelée, pour autant que les conditions de son obtention restent acquises à ce moment et que les frais prévus pour la vérification des conditions du présent arrêté aient été acquittés.

§ 3. L'organisme agréé est autorisé à réclamer 58 000 F à titre de provision lors de la demande d'attestation d'origine.

Il perçoit en outre chaque année 70 200 F pour les analyses chimiques et bactériologiques, 12 000 F pour les analyses par chromatographie et 32 880 F pour les frais d'administration.

Les analyses chimiques et bactériologiques doivent s'effectuer douze fois par an, les analyses par chromatographie le sont une fois par trimestre.

Le montant de la provision est imputé sur celui des sommes perçues au cours de la première année.

Ce montant et ceux correspondant aux frais d'analyses et d'administration sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation (base 1971 = 100).

Gelet op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van 16 oktober 1980 van het advies van de Minister van Middenstand waarbij de benaming wordt omschreven die hij als een benaming van oorsprong meent te moeten beschouwen en waarbij iedere belanghebbende persoon of vereniging wordt uitgenodigd om zijn of haar opmerkingen te maken binnen een maand na die bekendmaking;

Gelet op de adviezen die respectievelijk op 12 april 1983, 13 juni 1983 en 18 juli 1983 werden uitgebracht door de Kamers van Ambachten en Neringen van de provincies Luxemburg, Namen en Luik;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en van Onze Staatssecretaris voor Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De benaming « Ardense boter » moet worden beschouwd als een benaming van oorsprong.

Art. 2. Geen enkel ondernemingshoofd mag boter onder de benaming « Ardense boter » vervaardigen of te koop aanbieden tenzij hij in het bezit is van het attest van oorsprong bedoeld in artikel 16 van de wet van 14 juli 1971 en dit produkt voldoet aan de voorwaarden gesteld in dit besluit.

Geen enkel ondernemingshoofd mag boter onder de benaming « Ardense boter » te koop aanbieden of verkopen tenzij dit produkt werd vervaardigd onder dekking van het attest van oorsprong en voldoet aan de voorwaarden bepaald bij dit besluit.

Art. 3. De boter moet in de provincie Luxemburg of in een van de kantons Beauraing, Gedinne, Rochefort, Dinant, Hamoir, Stavelot, Malmédy, Saint-Vith, Louveigné of Spa gerijpt en tot zijn juist vetzuurgehalte gebracht zijn uit melk of room afkomstig uit dezelfde streek.

Art. 4. Het moet gepasteuriseerde melkerijboter zijn, die beantwoordt aan de kwaliteitsnormen bepaald voor de toekenning van het Controlemerk van de Nationale Zuiveldienst en die de volgende kenmerken vertoont :

- PH lager dan 5,50;
 - gehalte aan vetvrije droge stof lager dan 1,7 %;
 - consistentie bij 13 °C, lager dan 55 Van Doorn-eenheden;
 - botervet waarvan de samenstelling van de vetzuren beantwoordt aan ten minste 4 van de 5 onderstaande criteria :
- C 14-gehalte : max. 11 %
 C 12-gehalte : max. 3,5 %
 verhouding C 12/C 10 : max. 1,30
 totaal gehalte aan onverzadigde zuren : C 18-28 %
 verhouding C 18 : A/C 16 : min. 0,9.

Art. 5. De boter moet door de producent te koop worden aangeboden hetzij in pakjes van 500, 250 of 125 gr, hetzij in minipakjes. De verpakkingen van de pakjes en de verzamelverpakking van de minipakjes moeten voorzien zijn van een volgnummer en, op één zijde van het teken dat voorkomt op het attest van oorsprong.

Art. 6. § 1. Het in artikel 2 bedoeld attest moet aan de door Ons erkende instelling worden aangevraagd bij een ter post aangetekende brief. Het moet overeenstemmen met het door Onze Minister van Middenstand vastgesteld model.

Het wordt aan de aanvrager afgegeven na verificatie van de in dit besluit bepaalde voorwaarden.

Indien de onderneming een rechtspersoon is, moet het attest worden afgegeven op zijn naam.

§ 2. Het attest van oorsprong is slechts één jaar geldig.

Bij het verstrijken van de geldigheid van het attest, wordt het vernieuwd voor zover op dat ogenblik nog wordt voldaan aan de voorwaarden om het te verkrijgen en de kosten bepaald voor de verificatie van de voorwaarden van dit besluit werden betaald.

§ 3. De erkende instelling mag bij de aanvraag van een attest van oorsprong 58 000 F aanrekenen als dekking.

Bovendien int zij elk jaar 70 200 F voor de scheikundige en bacteriologische analyses, 12 000 F voor de chromatografische analyses en 32 880 F voor administratiekosten.

De scheikundige en bacteriologische analyses geschieden twaalf maal per jaar, de chromatografische eens per kwartaal.

Het bedrag van de dekking wordt aangerekend op het bedrag van de in de loop van het eerste jaar geïnde bedragen.

Dit bedrag en de bedragen die overeenstemmen met de analyse- en administratiekosten zijn onderhevig aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen (basis 1971 = 100).

Ils sont rattachés à l'indice pivot du mois de novembre 1984 (265,34).

La provision n'est pas remboursée si l'attestation d'origine n'est pas délivrée.

Art. 7. § 1er. Les chefs d'entreprise qui à la date du présent arrêté, détenaient en vue de la vente, du beurre qui ne répondrait pas aux conditions prescrites en vue de l'utilisation de l'appellation d'origine « Beurre d'Ardenne », peuvent continuer à le vendre sous cette appellation durant six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Les chefs d'entreprise qui fabriquaient à la même date du beurre sous l'appellation d'origine « Beurre d'Ardenne », sont autorisés à poursuivre cette activité, durant ce même délai, pour autant qu'ils aient introduit une demande d'attestation auprès de l'organisme agréé par Nous, et qu'ils ne se soient pas vu opposer entre-temps une décision de refus.

Art. 8. Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,

L. OLIVIER

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

E. KNOOPS

F. 85 — 178

4 JANVIER 1985. — Arrêté royal agréant l'Association wallonne pour la Promotion des Produits agricoles en qualité d'organisme chargé de la délivrance des attestations d'origine « Beurre d'Ardenne » en exécution de l'article 16 de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1973 fixant les conditions d'agrément des organismes chargés de délivrer les attestations d'origine, en application de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce;

Vu l'arrêté royal du 18 décembre 1984 reconnaissant l'appellation d'origine « Beurre d'Ardenne » et fixant les conditions que doit réunir ce produit pour être fabriqué, offert en vente ou vendu sous cette appellation;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'association sans but lucratif « Association wallonne pour la Promotion des Produits agricoles », en abrégé PROMAG, ayant son siège social, avenue Nothomb 19, à Arlon, dont les statuts ont été publiés aux annexes au *Moniteur belge* du 17 mars 1977, est agréée en vue de délivrer les attestations d'origine prévues pour l'emploi de l'appellation d'origine « Beurre d'Ardenne », conformément à l'article 16 de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce.

Art. 2. Cette agrément est subordonnée au respect des conditions prévues par l'arrêté royal du 20 décembre 1973 et plus spécialement à l'engagement de confier les analyses et les contrôles imposés qui ne seraient pas effectués par l'A.S.B.L. « PROMAG » elle-même, au Laboratoire d'Etude de la Qualité, établi à Michamps (Longvilly).

Zij worden gekoppeld aan de spilindex van de maand november 1984 (265,34).

De dekking wordt niet terugbetaald indien het attest van oorsprong niet wordt afgegeven.

Art. 7. § 1. De ondernemingshoofden die op de datum van dit besluit, met het oog op de verkoop in het bezit zijn van boter die niet voldoet aan de voorgeschreven voorwaarden om de benaming van oorsprong « Ardense boter » te gebruiken, mogen de verkoop ervan onder deze benaming voortzetten gedurende zes maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. De ondernemingshoofden die op dezelfde datum boter onder de benaming van oorsprong « Ardense boter » vervaardigen zijn gemachtigd deze activiteit gedurende deze zelfde termijn voort te zetten, voor zover zij bij de door Ons erkende instelling een attest hebben aangevraagd en er inmiddels tegen hen geen weigeringsbe- sluit werd uitgebracht.

Art. 8. Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand, elk wat hem betreft, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,

L. OLIVIER

De Staatssecretaris voor Middenstand,

E. KNOOPS

N. 85 — 178

4 JANUARI 1985. — Koninklijk besluit houdende erkenning, ter uitvoering van artikel 16 van de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken, van « l'Association wallonne pour la Promotion des Produits agricoles » als instelling belast met het afgeven van de attesten van oorsprong « Ardense boter »

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1973 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning, bij toepassing van de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken, van de instellingen die belast zijn met het afgeven van de attesten van oorsprong;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 1984 tot erkenning van de benaming van oorsprong « Ardense boter » en tot vaststelling van de voorwaarden waarvan dit produkt moet voldoen om te worden vervaardigd, te koop aangeboden of verkocht onder deze benaming;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en van Onze Staatssecretaris voor Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De vereniging zonder winstoogmerk « Association wallonne pour la Promotion des Produits agricoles », in het kort PROMAG genaamd, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is avenue Nothomb 19, te Aarlen, en waarvan de statuten werden bekendgemaakt in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van 17 maart 1977, wordt, overeenkomstig artikel 16 van de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken, erkend om de attesten van oorsprong, bepaald voor het gebruik van de benaming van oorsprong « Ardense boter », af te geven.

Art. 2. Deze erkenning wordt toegestaan op voorwaarde dat de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 20 december 1973 worden nageleefd en dat, meer in het bijzonder, de verbintenis wordt aangegaan de opgelegde analyses en controles die niet door de V.Z.W. « PROMAG » zelf zouden worden uitgevoerd, toe te vertrouwen aan het « Laboratoire d'Etude de la Qualité », gevestigd te Michamps (Longvilly).